

ALES AGGLOMERATION

RÉGIE DES EAUX DE L'AGGLOMÉRATION ALÉSIENNE

Règlement du service de l'eau potable

Mise à jour du 1^{er} novembre 2025

====

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Périmètre et objet du règlement

Le présent règlement définit les conditions et modalités suivant lesquelles la fourniture de l'eau potable est assurée, sur le territoire de la Communauté Alès Agglomération, par la régie dotée de l'autonomie financière dénommée « Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne ».

Il définit les prestations assurées par le service de distribution de l'eau ainsi que les engagements, droits et obligations respectifs de la Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne et de ses abonnés et usagers du service (propriétaires, locataires, aménageurs, syndicats de copropriété, particuliers, professionnels, collectivités, etc.).

La Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne, également désignée sous le terme « Exploitant » dans le présent règlement, est la structure qui à la fois exploite les installations de distribution d'eau potable et assure la gestion des abonnés et usagers sur le territoire de 60 communes membres de la Communauté Alès Agglomération.

Dans le présent règlement, les dispositions et actions relatives à l'Exploitant pourront s'appliquer à son prestataire éventuel, notamment pour ce qui concerne les travaux, la relève et le remplacement des compteurs.

Un document cartographique présentant le territoire d'application du présent règlement de service est en annexe.

Article 2. Engagements de l'Exploitant vis-à-vis des abonnés

L'Exploitant prend les engagements suivants :

- la fourniture d'eau à tout candidat à l'abonnement qui remplit les conditions définies dans le présent règlement ;
- la continuité de la fourniture d'eau sauf mesures de restriction imposées par les collectivités ou le préfet et sauf circonstances exceptionnelles (ex : force majeure, travaux, incendie) ;
- le contrôle régulier de la qualité de l'eau pour assurer le respect des exigences de qualité fixées par la réglementation ;
- l'information sur la qualité de l'eau et sur les conditions d'exécution du service ;
- l'alerte des abonnés en cas de circonstances exceptionnelles (suspension de la distribution, dégradation de la qualité de l'eau) et de l'information sur les éventuelles mesures à prendre ;
- l'assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences techniques concernant l'alimentation en eau (partie publique) ;
- la gestion du fichier des abonnés dans le respect des règles en vigueur et la possibilité d'exercer leur droit d'accès à toutes les informations les concernant.

En cas de contestation dans le cadre de l'exécution du service à laquelle il n'a pu être trouvé de règlement directement entre l'abonné et la régie, et en vue d'assurer autant que possible un règlement amiable des litiges, l'abonné peut saisir le Médiateur de l'eau (<http://www.mediation-eau.fr>), instance indépendante officiellement référencée par la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation.

Article 3. Obligations générales des abonnés

Les abonnés sont tenus de se conformer aux dispositions du présent règlement, ce qui comprend notamment le respect des règles suivantes :

- le paiement intégral des factures émises par l'Exploitant pour la fourniture d'eau et d'éventuelles prestations complémentaires ;
- l'interdiction de toute intervention sur les installations publiques de distribution d'eau telles que les canalisations, les branchements, les compteurs et leurs accessoires ;
- l'obligation d'utiliser l'eau fournie par l'Exploitant exclusivement pour les usages déclarés lors de la souscription de l'abonnement ;
- l'interdiction de toute intervention ou pratique susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau du réseau public, notamment du fait d'un retour d'eau en provenance de leurs installations propres ;
- l'obligation d'accorder à tout moment toutes facilités au personnel de l'Exploitant pour lui permettre l'accès aux installations situées en domaine privé et l'exécution de ses interventions d'entretien et de vérification.

Article 4. Conditions générales de l'accès à l'eau

L'alimentation en eau potable par l'Exploitant est conditionnée :

- à la souscription d'un abonnement, accordé à tous les occupants de bonne foi d'immeubles d'habitation ou professionnels ;
- à la desserte du logement ou de l'immeuble par un dispositif de comptage et un branchement au réseau public conformes aux prescriptions définies dans le présent règlement. S'il est nécessaire d'établir un nouveau branchement ou de réhabiliter un branchement existant, l'eau ne sera fournie qu'après exécution des travaux aux frais du demandeur et mise en place du nouveau dispositif de comptage.

CHAPITRE 2 : LES ABONNEMENTS

Pour accéder au service de l'eau, l'usager doit obligatoirement souscrire un contrat d'abonnement.

Article 5. Dispositions générales pour la souscription d'abonnements ordinaires

Si l'abonnement est souscrit dans les locaux de l'Exploitant, l'eau est fournie dans le délai maximal de 72 h ouvrées sous réserve de l'existence d'un branchement définitif préexistant et régulier, conforme aux prescriptions du présent règlement.

Toute demande de souscription devra être accompagnée d'un justificatif d'occupation légale du logement (bail de location, titre de propriété, état des lieux...) ainsi que de la pièce d'identité du demandeur.

En cas de souscription sans déplacement du demandeur, l'Exploitant lui transmet à sa demande un formulaire de souscription de contrat, le présent règlement du service, la grille tarifaire en vigueur et un formulaire de rétractation. La fourniture de l'eau n'intervient alors qu'au terme du délai de rétractation de 14 jours à compter de la souscription du contrat.

Toutefois, si le demandeur en fait la demande expresse dans le contrat d'abonnement, il peut bénéficier de l'alimentation en eau :

- soit à la date d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective), ou à la date d'ouverture de l'alimentation en eau ;
- soit immédiatement.

Lorsque le demandeur exerce son droit de rétractation alors qu'il a demandé l'exécution immédiate du contrat, il règle le montant correspondant au service fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter, en utilisant le formulaire dédié à cet effet. Le montant dû est proportionnel au prix total de la prestation convenue dans le contrat (abonnement et consommation).

Dans tous les cas, la souscription vaut acceptation par l'abonné du présent règlement.

Tout abonnement est rattaché à un dispositif de comptage des consommations, individuel ou collectif, dont les frais de pose sont à la charge du propriétaire.

Sans préjudice des règles ci-dessus, l'Exploitant se réserve le droit de refuser des demandes d'abonnement pour des usages nécessitant une fourniture d'eau (quantité, débit ou pression) dépassant les capacités de ses installations et/ou

susceptibles d'entraîner une gêne pour les autres abonnés.

Le cas échéant, la souscription d'abonnements donnant lieu à de grandes consommations pourra s'accompagner de l'établissement d'une convention particulière organisant les conditions de fourniture et d'usage.

Article 6. Dispositions spécifiques à certains abonnements

Sans préjudice des dispositions générales définies à l'Article 5, certains abonnements (chantiers, jardins, etc) sont soumis en sus à l'application de dispositions particulières prévues dans des conventions ou documents particuliers conclus à l'occasion de la souscription desdits abonnements. Sauf indication contraire, les modalités de souscription sont celles définies à l'Article 5.

a) Abonnements d'immeubles collectifs et d'ensembles immobiliers

Dans les immeubles collectifs et ensembles immobiliers, il peut être établi un abonnement rattaché au compteur général (compteur dit « de pied d'immeuble » ou « d'entrée d'ensemble ») qui comptabilise la totalité des volumes (espaces verts, communs, logements, etc.).

Dans le cadre d'opérations d'individualisation des contrats de fourniture d'eau, un abonnement est souscrit pour chaque logement ou unité de consommation (bureau, commerce, etc.). Ces opérations donnent lieu à l'établissement d'une convention spécifique qui précise notamment les prescriptions techniques applicables aux installations en domaine privé et les droits et obligations de chaque partie impliquée (Exploitant, abonnés individuels ou professionnels, gestionnaire, bailleur, etc.). L'individualisation ne pourra s'envisager qu'à la condition que l'ensemble des occupants accepte la pose d'un compteur communicant. Dans le cas contraire la REAAL ne procèdera pas à cette intervention.

Le compteur général et l'abonnement qui lui est associé sont alors maintenus (ou établis s'il s'agit d'un immeuble ou ensemble neuf), sauf modalité technique particulière prévue dans la convention d'individualisation. Les frais d'accès au service sont facturés pour chaque abonnement souscrit.

b) Abonnements des appareils de lutte contre les incendies

Les bouches et poteaux d'incendie installés en domaine privé font l'objet d'un abonnement

distinct de celui souscrit pour la fourniture d'eau pour leurs autres usages. Seules les consommations liées à la défense incendie et aux essais sont admises sur ces abonnements.

Le dimensionnement, la surveillance, l'entretien et la vérification des installations correspondantes, ainsi que tous les frais associés, relèvent de la seule responsabilité des demandeurs.

La souscription de ces abonnements donne lieu à l'établissement d'une convention spécifique.

Article 7. Dispositions générales pour la résiliation d'abonnement

L'abonnement est souscrit pour une durée illimitée. Il peut toutefois être résilié à tout moment par le titulaire, sous réserve qu'il en fasse la demande expresse auprès de l'Exploitant par tout moyen donnant une date certaine et en respectant un préavis de 5 jours ouvrés avant la date de résiliation souhaitée. Lors de la résiliation, l'Exploitant peut procéder à la fermeture du branchement et au dernier relevé d'index et établit une facture de fin de compte valant résiliation du contrat.

Si la démarche décrite ci-dessus n'est pas engagée, l'abonnement se poursuit même si l'abonné n'occupe plus le logement ou l'immeuble desservi ; il demeure par conséquent redevable de toutes les sommes à venir tant que l'Exploitant ne reçoit pas cette demande (part fixe de la facture, éventuelles consommations d'un nouvel occupant, fuites).

De façon générale, il appartient donc à l'abonné d'informer l'Exploitant sous 8 jours de tout changement dans sa situation (changement de logement, divorce, cessation d'activité, etc.) pour lui permettre d'en tenir compte (clôture du compte et facturation du solde, changement de titulaire, etc.).

Pour le présent article, l'ensemble des droits et obligations définis pour l'abonné s'appliquent à l'identique pour ses ayants-droit ou les personnes qui lui sont subrogées (héritiers, liquidateur, etc.).

Article 8. Dispositions spécifiques aux résiliations unilatérales par l'Exploitant

Lorsque l'Exploitant est saisi d'une demande d'abonnement présentée par un nouvel occupant et rattachée à un compteur pour lequel il existe un abonnement non-résilié selon la procédure définie à l'Article 7, il met fin unilatéralement à ce contrat. L'index de référence utilisé pour l'arrêt de compte et pour l'établissement de l'abonnement du nouvel occupant est alors celui relevé à la date

à laquelle l'Exploitant est informé de la situation.

Par ailleurs, lorsque l'Exploitant constate un non-respect caractérisé du présent règlement (dégradation des ouvrages, risque sanitaire, etc.), il peut mettre fin unilatéralement et sans délai au contrat d'abonnement. Dans ce cas, cette résiliation unilatérale du contrat d'abonnement sera assortie de la fermeture du branchement. Sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires ultérieures, la résiliation unilatérale du contrat d'abonnement par l'Exploitant pourra entraîner l'application de pénalités à l'abonné (montant fixé par délibération du conseil de communauté).

Dans les immeubles et ensembles collectifs, il peut également résilier les abonnements individuels en cas de non-respect des conventions d'individualisation, selon les modalités précisées dans celles-ci.

Article 9. Défaut d'abonnement

Toute personne physique ou morale reconnue comme bénéficiant du service de l'eau potable sans avoir souscrit préalablement un abonnement est redevable des volumes consommés depuis le dernier relevé du compteur, ainsi que de tous les frais et taxes y afférent (frais déplacement, etc.).

Par ailleurs, en l'absence d'abonnement, elle s'expose à la fermeture de son branchement sans avertissement préalable. Des frais de ré-ouverture de branchement pourront alors être facturés si elle souscrit un contrat d'abonnement postérieurement à cette fermeture.

CHAPITRE 3 : LE BRANCHEMENT

Article 10. Définition et propriété du branchement

c) Règle générale

Le branchement est le dispositif qui relie la canalisation publique de distribution à la canalisation privée assurant la distribution dans les immeubles. En suivant le fil de l'eau, il se compose :

- de la prise d'eau sur la canalisation publique de distribution ;
- du robinet de prise en charge sous bouche à clé ;
- de la canalisation de branchement depuis la prise d'eau jusqu'au robinet avant compteur ;

- du robinet avant compteur ;
- du compteur équipé d'un système communicant ;
- du robinet de purge et du robinet après compteur (joint exclu), dans la mesure où ils existent.

La partie avant compteur située à l'intérieur des propriétés privées constitue un ouvrage public. Seul l'Exploitant est autorisé à intervenir sur les équipements constituant le branchement (entretien, remplacement).

En aval du branchement, toutes les installations et équipements (canalisations, colonnes montantes, réducteur de pression, etc.) constituent des installations intérieures privées, dont la pose et l'entretien relèvent de la seule responsabilité du propriétaire et de l'abonné.

d) Cas particuliers

Les compteurs individuels et dispositifs de relevé à distance posés dans le cadre d'opérations d'individualisation des contrats de fourniture d'eau appartiennent à l'Exploitant, quel que soit leur lieu d'implantation en domaine privé (local technique de pied d'immeuble ou sur palier, etc.). Néanmoins, la propriété publique de ces compteurs n'entraîne pas le transfert à l'Exploitant de la responsabilité de l'entretien et du renouvellement des installations intérieures des immeubles collectifs et des lotissements, sauf disposition expresse contraire prévue lors de l'opération d'individualisation concernée.

Article 11. Établissement et mise en service d'un nouveau branchement

a) Règle générale

Un nouveau branchement ne peut être établi que sur demande du propriétaire. L'Exploitant détermine l'ensemble des prescriptions techniques applicables (tracé, diamètre, etc.) au vu des éléments fournis par le pétitionnaire. Le regard ou la niche de comptage est implanté en limite de domaine public/privé.

Si, en raison de contraintes techniques, le regard est situé en domaine privé, il est implanté dans la mesure du possible en limite du domaine public, de façon à en permettre l'accès sans passer par la propriété privée. Lorsque le compteur est placé dans un abri mural, il doit être accessible depuis le domaine public, sauf éventuelle contrainte technique.

Toujours en raison de contraintes techniques, le

regard pourra être implanté sur une propriété voisine uniquement dans la mesure où un acte notarié autorise cette implantation.

Le pétitionnaire peut toujours demander une configuration particulière du branchement, mais l'Exploitant peut toutefois refuser la demande si celle-ci n'est pas compatible avec les conditions normales d'exploitation. Le tracé définitif est arrêté par l'Exploitant.

Le branchement est réalisé aux frais du demandeur par l'Exploitant ou par une entreprise mandatée par l'Exploitant. Les conditions financières de ces interventions de l'Exploitant sont fixées par délibération du Conseil d'Alès Agglomération.

A compter de la mise en service, l'abonné s'engage à laisser à l'Exploitant l'accès aux parties du branchement éventuellement situées en domaine privé pour lui permettre à tout moment d'effectuer les interventions nécessaires selon les modalités définies à l'Article 12, ainsi qu'à laisser le parcours du branchement sur sa parcelle libre de toute construction, dallage ou plantation.

Une fois le branchement mis en service, l'utilisation de l'eau est conditionnée à la souscription d'un abonnement, selon les modalités fixées au présent règlement.

b) Cas particulier des lotissements et opérations groupées de construction

Afin d'assurer la desserte en eau des lotissements et opérations groupées de construction, une convention détaillée peut être établie entre l'Exploitant et le maître d'ouvrage. La convention définit notamment les prescriptions techniques applicables aux réseaux d'alimentation de ces immeubles depuis la canalisation publique et fixe les conditions dans lesquelles l'Exploitant contrôle les travaux et procède aux essais de pression avant mise en service. Ces conventions s'appuieront sur le cahier des prescriptions techniques annexé au présent règlement de service. Les travaux sont exécutés sous la maîtrise d'ouvrage du demandeur dans le respect de la convention, hormis la pose des compteurs et la mise en service des ouvrages qui sont effectuées exclusivement par l'Exploitant.

Le réseau de distribution à partir du joint aval exclu du compteur général ou de la vanne de répartition ne sont pas des ouvrages publics, quand bien même les compteurs individuels sont la propriété de l'Exploitant.

En cas d'intégration ultérieure du lotissement

dans le domaine public, un état des lieux contradictoire sera établi avec l'Exploitant. A cette occasion, dans le cas où la canalisation après compteur ne répondrait pas aux exigences du cahier des prescriptions techniques joint au présent règlement de service ou à toute autre exigence technique adaptée au cas d'espèce, le compteur général (ou la vanne de répartition) sera maintenu et continuera à délimiter la limite entre la partie publique et la partie privée du branchement, dans l'attente d'une mise en conformité ultérieure dudit branchement et de son réseau aval.

Les travaux de raccordement des lotissements et opérations groupées de construction sont à la charge du demandeur selon le droit commun en vigueur (Code de l'urbanisme notamment) ; il en va de même des frais annexes (pose des compteurs, désinfection, essais, analyses, etc.).

c) Autres cas particuliers

Un branchement peut être établi pour desservir un terrain nu en zone non-construisible à la condition qu'il soit exclusivement utilisé pour des usages d'arrosage et/ou d'abreuvement d'animaux. L'Exploitant est autorisé à contrôler à tout moment les installations privées associées pour s'assurer du respect de cette condition. L'obstruction à l'exécution de ces contrôles et/ou l'utilisation de l'eau à d'autres fins conduisent à la fermeture immédiate du branchement par l'Exploitant.

Article 12. Entretien du branchement

a) Règle générale

L'Exploitant assure à ses frais l'entretien, les réparations et le renouvellement du branchement et de ses accessoires visés à l'Article 10 (à l'exception de la niche, du regard et du coffret). Il dispose de la liberté de choix des matériaux et des procédés d'exécution des travaux, et vise systématiquement à réduire autant que possible la gêne occasionnée et les dommages aux biens. Ces interventions ne comprennent pas la remise en état des aménagements de surface réalisés en domaine privé postérieurement à l'établissement du branchement (de type construction, dallage, plantation) qui constituent une non conformité du branchement au titre du présent règlement. Avant toute intervention importante, l'Exploitant fournit au propriétaire un descriptif détaillé de sa nature, de sa localisation et des conséquences prévisibles. L'abonné assure la garde et la surveillance des

parties du branchement situées en domaine privé.

b) Conduite à tenir en cas de fuite

Si l'abonné constate une fuite sur le branchement ou sur ses installations en aval, il doit fermer le robinet après compteur et prévenir l'Exploitant dans les meilleurs délais. L'Exploitant est le seul autorisé à manœuvrer le robinet sous bouche à clé.

La gestion administrative et financière des fuites après compteurs est assurée selon les modalités fixées à l'Article 25.

c) Partage de responsabilité

L'Exploitant est, sauf cas particulier (ex : mauvais usage par l'abonné), responsable des dommages dans les cas suivants :

- lorsqu'ils sont causés sur la partie du branchement située avant compteur ;
- lorsqu'il a été informé par l'abonné d'un dysfonctionnement du branchement et qu'il n'est pas intervenu de manière appropriée.

Article 13. Modifications du branchement

Modification à la demande de l'Exploitant :

l'Exploitant se réserve le droit de modifier à ses frais un branchement, notamment dans le cadre de travaux spécifiques au branchement (exemple : renouvellement ponctuel) ou de travaux plus généraux (affectant toute une rue par exemple).

A cette occasion, l'Exploitant se réserve le droit de déplacer le compteur (ou la vanne de répartition) en limite de domaine public/privé ou, en cas de difficulté technique, en propriété privée sur un emplacement accessible en tout temps par les agents du service. Dans le cas où le déplacement du compteur (ou la vanne de répartition) entraîne un transfert de propriété d'éléments du branchement, l'Exploitant s'engage, en cas de nécessité, à les remettre en état avant le transfert, sauf si le bénéficiaire les accepte tels quels. La remise en état ne comprend pas la démolition et la reconstruction des aménagements de surface de type construction, dallage, plantation, car ces éléments de surface constituent une non conformité au titre du présent règlement. Ces éventuelles démolitions et reconstructions sont à la charge du bénéficiaire.

Le bénéficiaire ne peut s'opposer au déplacement de son compteur en limite de domaine public/privé, en cas notamment de nécessité pour le bon fonctionnement du service ou à l'occasion

d'un programme de renouvellement des branchements.

l'Exploitant s'engage à rechercher, en concertation avec le bénéficiaire, une nouvelle implantation optimale des équipements.

Modification à la demande du bénéficiaire :

La modification d'un branchement à la demande du bénéficiaire ne peut être réalisée qu'avec l'accord de l'Exploitant. Le projet présenté pourra être refusé par l'Exploitant dans le cas où son exécution ne serait pas compatible avec l'exécution du service public.

La modification du branchement est à la charge du demandeur.

L'Exploitant pourra exiger à cette occasion le déplacement du compteur (individuel, général) ou, le cas échéant, de la vanne (pour les immeubles collectifs) en limite de propriété privée ou, en cas de difficulté technique, en propriété privée sur un emplacement accessible en tout temps par les agents du service.

Lorsque la modification est acceptée par l'Exploitant, elle est réalisée dans les mêmes conditions que la construction d'un nouveau branchement, aux frais du demandeur.

La modification d'un branchement sans l'accord exprès préalable de l'Exploitant entraînerait, de facto, l'absence de conformité du branchement.

Article 14. Branchements non-conformes

Les branchements non conformes au sens du présent règlement seront modifiés aux frais du bénéficiaire dès qu'une intervention devient nécessaire (fuite, renouvellement du branchement, etc.). Le compteur (individuel, général ou la vanne de répartition) sera alors installé par l'Exploitant en limite de domaine public/privé ou, en cas de difficulté technique, en propriété privée sur un emplacement accessible en tout temps par les agents du service.

Les branchements (partie publique) devenus non conformes du fait de l'évolution de la réglementation (ex : branchements en plomb) seront réhabilités, à ses frais, par l'Exploitant dans le cadre d'un programme de travaux. Les modalités définies ci-dessus dans le paragraphe « Modification à la demande de l'Exploitant » trouvent alors à s'appliquer.

CHAPITRE 4 : LE COMPTEUR

Article 15. Règles générales concernant le compteur

L'accès à l'eau est conditionné à l'existence d'un compteur d'un modèle choisi par l'Exploitant.

Il s'agit, sauf décision contraire propre à l'Exploitant, d'un compteur équipé d'un système de relevé à distance, dont il détermine les caractéristiques au vu des besoins annoncés par l'abonné et conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Tout évolution notable des besoins doit être signalée par l'abonné à l'Exploitant.

L'abonné est tenu de signaler à l'Exploitant, dans les plus brefs délais, tout dysfonctionnement de compteur ou tout accident susceptible d'entraîner un dysfonctionnement du compteur.

Seul l'Exploitant est autorisé à intervenir sur le compteur.

Il est interdit à l'abonné de déplacer le compteur, d'enlever la bague de plombage ou de procéder à quelque manipulation que ce soit. Les conséquences financières d'une dégradation résultant du non-respect de cette interdiction sont à la charge exclusive de l'abonné. L'abonné sera notamment exposé à des sanctions financières définies par le Conseil Communautaire.

De plus, toute manipulation frauduleuse du compteur par l'abonné exposera ce dernier à poursuites.

Le compteur et ses équipements établissent, d'une manière générale, la limite entre la partie publique et la partie privée du branchement, en application notamment de l'Article 10.a.

Il appartient à l'Exploitant. Il est fourni, posé, vérifié, entretenu, relevé et renouvelé par lui à ses frais, sous réserves des dispositions particulières de l'Article 17.c.

L'accès pour ses interventions lui est garanti à tout moment par l'abonné. Lors du renouvellement du compteur, un clapet anti-retour est systématiquement posé par l'Exploitant.

Il doit être placé en limite de domaine public/privé, de façon à être rendu accessible en tout temps aux agents de l'Exploitant, sauf cas particulier préalablement accepté par ce dernier.

Les règles applicables au déplacement du compteur sont définies à l'Article 13 relatif aux modifications des branchements.

Article 16. Règles particulières concernant les constructions collectives

Les constructions collectives (lotissements, immeubles et ensembles) sont dotées par défaut d'un compteur général situé en limite de domaine public ou au plus près de celle-ci (compteur dit « de pied d'immeuble » ou « d'entrée d'ensemble »). Ce compteur donne lieu à établissement d'un abonnement dans les conditions prévues à l'Article 6a).

Le compteur général ou, à défaut la vanne de répartition, sera placé(e) en limite de domaine public/privé, de façon à être rendu(e) accessible en tout temps, sauf cas particulier préalablement accepté par l'Exploitant.

Le compteur général ou la vanne de répartition constitue la limite entre la partie publique et la partie privée du branchement.

De fait, les colonnes montantes reliant les branchements des constructions collectives aux installations intérieures (compteurs individuels, etc.) des occupants ne sont pas des ouvrages publics et ne font pas partie des branchements.

En l'absence de compteur général ou de vanne de répartition, sauf disposition expresse contraire prévue dans une convention d'individualisation, le branchement sera déclaré non conforme. La limite du domaine public / domaine privé déterminera alors les limites de responsabilité.

Dans le cadre d'une convention pour l'individualisation de la fourniture d'eau, l'Exploitant installe un compteur pour chaque logement ou unité de consommation (bureau, commerce, etc.), selon les modalités prévues par la convention (lieu d'implantation, calibre, etc.). En tout état de cause, le compteur général est maintenu, de même que l'abonnement qui lui est associé. Les consommations qui lui sont imputées correspondent au total des volumes qu'il mesure, déduction faite de la somme des volumes mesurés par les compteurs individuels. Une éventuelle valeur négative sera arrondie à zéro.

Article 17. Regard, protection, remplacement et déplacement du compteur

a) Regard

Les compteurs doivent être placés dans un regard (abri, niche, etc) qui, dans tous les cas, assurera une protection contre le gel et les chocs, et réservera un accès facile à l'Exploitant, par une

trappe visible et accessible.

Le regard est réalisé et modifié, aux frais de l'abonné. Il doit être conforme aux prescriptions techniques communiquées par l'Exploitant. Notamment, le départ du réseau privé depuis l'intérieur de l'abri doit être établi de telle façon qu'il permet le montage et démontage aisés du compteur.

Le regard n'a pas la qualité d'ouvrage public. Il appartient à l'abonné d'en assurer la surveillance et l'entretien. Le regard abritant le compteur est constamment maintenu dégagé et propre par l'abonné.

b) Protection des compteurs

Lors de la souscription d'un abonnement, l'Exploitant informe l'abonné des précautions à prendre pour la bonne protection du compteur, notamment contre les chocs et le gel. Par la suite, l'abonné est responsable de la mise en œuvre des mesures appropriées, et sauf circonstances (notamment météorologiques) exceptionnelles, toute dégradation du compteur engage sa responsabilité ; les frais de réparation ou de remplacement sont alors à sa charge.

Hormis les protections appropriées contre le gel, dont l'installation est de la seule responsabilité de l'abonné, aucun matériau ou équipement, notamment s'il est susceptible de perturber le fonctionnement du compteur ou du système de relevé à distance, ne doit y être installé.

Il est précisé que pour protéger le compteur du gel, l'environnement à proximité du compteur et de la conduite de branchement doit être maintenu, dans la mesure du possible, à température positive. Pour ce faire, toute ventilation générant une baisse de température doit être supprimée. Des matériaux isolants (polystyrène, mousse isolante, etc) doivent être disposés autour du compteur et de la conduite de branchement. Les couvercles isolants situés sous les tampons d'ouverture des regards compacts doivent être remis en place après chaque manipulation.

c) Remplacement et déplacement du compteur

L'entretien, le renouvellement et l'éventuel déplacement du compteur sont réalisés par l'Exploitant.

Toutefois, l'abonné supportera les conséquences des dégradations résultant de sa négligence, de son imprudence, ou de sa volonté délibérée ou de celles de ses ayants droit ou d'un tiers.

Le remplacement du compteur est à la charge de l'abonné lorsqu'il en fait la demande, en vue d'obtenir un compteur dont le diamètre est mieux adapté à ses besoins.

Il est rappelé que le diamètre du compteur est choisi par l'Exploitant à partir des indications fournies par l'abonné. Lorsqu'il est constaté que le régime d'utilisation du compteur n'est pas conforme aux indications de l'abonné, ou du fait de modifications notables par l'abonné de sa consommation, l'Exploitant peut exiger le remplacement du compteur par un compteur de diamètre mieux adapté. Les frais de dépose du compteur à remplacer et les frais de pose du nouveau compteur sont, dans ce cas, à la charge de l'abonné.

A l'occasion du remplacement du compteur, le relevé d'index est réalisé, dans la mesure du possible, de façon contradictoire entre l'abonné (ou son représentant) et l'Exploitant. En complément, l'Exploitant réalise une photo du compteur déposé, permettant de visualiser son numéro et son index.

Le remplacement du compteur se fera exclusivement par un compteur communiquant dès lors que le compteur se situe à un endroit privatif, non directement accessible depuis le domaine public. L'abonné ne pourra pas refuser le remplacement de son compteur. Dans le cas contraire, il s'expose à une fermeture du branchement après avertissement écrit, ou au déplacement de son compteur à l'extérieur de la propriété aux frais du propriétaire.

L'abonné peut refuser la pose d'un compteur communicant si le compteur est accessible pour l'exploitant depuis le domaine public. L'exploitant facturera alors des frais de déplacement pour relève de compteur, en application des tarifs définis par délibération.

Article 18. Relevé des compteurs

a) En présence d'un dispositif de relève à distance

Pour les abonnés équipés d'un compteur permettant la relève à distance (radio-relève, télé-relève), la facture est basée sur une consommation réelle, sauf contraintes particulières évoquées ci-dessous.

Pour ce faire, l'Exploitant peut procéder à 2 relevés par an.

L'index retenu pour la facturation est automatiquement arrondi au mètre cube le plus proche (inférieur ou supérieur).

L'abonné est informé que des contraintes particulières, d'ordre technique ou d'exploitation, peuvent empêcher la relève du compteur. Une facture faisant mention d'un relevé estimatif sera alors émise.

En cas d'écart d'index entre la donnée télérélevée et les chiffres apparaissant sur le compteur physique, l'index qui fait foi est celui apparaissant sur le compteur physique.

La relève à distance n'exclue pas la possibilité pour l'Exploitant de procéder à des relevés visuels ponctuels. Le cas échéant, l'Exploitant prendra alors rendez-vous, dans un délai de 15 jours, avec l'abonné. Ce rendez-vous est obligatoire.

Le défaut de réponse ou le refus de l'abonné l'exposera à une potentielle fermeture du branchement ou à l'installation, au frais du propriétaire, d'un nouveau compteur accessible par l'exploitant depuis le domaine public, c'est-à-dire en limite de propriété. Ce refus étant considéré comme rupture unilatérale du contrat d'abonnement par l'abonné.

b) En l'absence d'un dispositif de relève à distance

En l'absence d'un dispositif permettant la relève du compteur à distance, l'Exploitant effectue un relevé visuel une fois par an. L'abonné assure à l'Exploitant toutes facilités pour cela.

En cas d'absence de l'abonné, l'Exploitant laisse une carte-relève. Dès lors, dans un délai de 10 jours à compter du passage du releveur, l'abonné disposera de la faculté :

- de retourner par courrier la carte-relève complétée,
- de transmettre son index à l'Exploitant par

mail. Cette transmission devra être accompagnée des données permettant d'identifier l'abonné (nom, prénom, adresse,...),

- de transmettre son index en utilisant son espace personnel sur portail internet de l'Exploitant,
- de convenir d'une date et heure de passage permettant la relève par l'Exploitant. Le délai est alors de 48 heures.

Faute de retour de l'abonné ou de relevé visuel de l'Exploitant à l'issue de ces délais, la consommation retenue pour établir la facturation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente ou à défaut estimée *prorata temporis* par l'Exploitant.

Il est précisé que l'auto-relève effectuée par l'abonné complète le relevé visuel de l'Exploitant. Elle ne s'y substitue pas.

La régularisation des index est effectuée lors du relevé suivant.

c) Cas particuliers

Si le relevé visuel du compteur ne peut être effectué durant deux années consécutives, l'Exploitant prendra rendez-vous, dans une délai de 15 jours, avec l'abonné. Ce rendez-vous est obligatoire.

A défaut de réponse de l'abonné ou faute de disponibilité de ce dernier, l'Exploitant pourra réaliser une estimation sur des bases plus appropriées. Cette procédure sera renouvelée pour les campagnes de relève ultérieures restées sans réponse de l'abonné.

En outre, afin d'éviter les régulations ultérieures trop importantes, l'Exploitant pourra également mettre en demeure l'abonné par lettre recommandée avec accusé de réception de lui permettre de procéder au relevé. Le défaut de réponse ou le refus de l'abonné l'exposera à une potentielle fermeture du branchement ou à l'installation, au frais du propriétaire, d'un nouveau compteur accessible par l'exploitant depuis le domaine public, c'est-à-dire en limite de propriété, considérant ce refus comme rupture unilatérale du contrat d'abonnement par l'abonné.

Lorsque pour une raison quelconque le compteur a cessé de fonctionner, la consommation est estimée sur la base de celle de la période

antérieure équivalente, ou à défaut *prorata temporis*. Si le compteur n'a pas pu être relevé et qu'il ne fonctionne plus lors du passage du technicien, l'exploitant pourra facturer au maximum 2 ans de consommation, basée sur une estimation des consommations antérieures.

Lorsqu'à l'occasion du relevé, l'Exploitant détecte une surconsommation pouvant être liée à une fuite en aval du compteur, il en informe sans délai l'abonné, selon la procédure détaillée à l'Article 25.

Article 19. Contrôle des compteurs

L'Exploitant peut procéder à ses frais à la vérification du compteur aussi souvent qu'elle le juge utile. L'abonné a également le droit d'en demander à tout moment le contrôle, voire la dépose en vue d'un étalonnage par un organisme indépendant accrédité.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires, les frais d'intervention de l'Exploitant et d'étalonnage sont à la charge de l'abonné. Dans le cas contraire, tous les frais sont supportés par l'Exploitant qui prend également à sa charge le renouvellement du compteur. La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Lorsque l'Exploitant a alerté l'abonné après avoir détecté une surconsommation pouvant être liée à une fuite, celui-ci peut, dans le mois qui suit cette information et s'il ne peut localiser une fuite, demander à l'Exploitant de vérifier le bon fonctionnement du compteur. Il n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par l'Exploitant, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur.

CHAPITRE 5 : LES INSTALLATIONS INTERIEURES DES ABONNES

Article 20. Définition

Les installations intérieures commencent à l'aval immédiat du branchement tel que défini à l'Article 10, hors cas particuliers (immeubles collectifs dépourvus de compteur général et de vanne, etc). Elles comprennent les canalisations d'eau privées, leurs accessoires et tous les appareils qui y sont reliés.

Ces installations sont placées sous la

responsabilité exclusive de l'abonné.

Article 21. Règles générales

Les installations intérieures ne doivent en aucun cas être à l'origine d'une gêne pour la distribution d'eau aux autres abonnés. Elles doivent donc être équipées de dispositifs adaptés de protection, au sujet desquels l'Exploitant peut conseiller les abonnés. En tout état de cause, lorsqu'il existe un robinet de puisage, il doit être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bâlier. Par ailleurs, les surpresseurs aspirant directement dans le réseau public, sans passer par un stockage tampon, sont interdits.

Si les installations intérieures présentent un risque pour le fonctionnement normal de la distribution publique et/ou du branchement, l'Exploitant peut fermer le branchement dans les conditions prévues à l'Article 8. jusqu'à ce que l'abonné fasse la démonstration que le danger est écarté.

Article 22. Utilisation d'autres ressources que le réseau de distribution publique

Tout abonné disposant, à l'intérieur des locaux ou de la propriété qu'il occupe, de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (eau de pluie, forage, puits) doit en faire la déclaration à la mairie. Toute connexion entre ces installations et celles alimentées par de l'eau provenant de la distribution publique est interdite.

L'Exploitant procède aux frais de l'abonné au contrôle des installations privatives de distribution de l'eau issue de ces ressources. Si ces installations présentent un risque de contamination de l'eau circulant dans le réseau public, l'Exploitant enjoint à l'abonné de mettre en œuvre les mesures de protection nécessaires ; si l'abonné ne les exécute pas, l'Exploitant peut procéder à la fermeture du branchement et procéder à la résiliation du contrat d'abonnement, dans les conditions prévues à l'Article 8.

L'Exploitant se réserve le droit de procéder au contrôle de ces installations privatives, même non déclarées, si il a connaissance de leur existence ou si il en a une forte présomption. Si l'utilisation d'une ressource autre que le réseau de distribution publique est avérée, le coût du contrôle est à la charge de l'abonné. Dans le cas contraire, le coût est supporté par l'Exploitant.

CHAPITRE 6 : TARIFS ET PAIEMENT DES PRESTATIONS

Article 23. Fixation des tarifs

Les tarifs appliqués pour la fourniture d'eau et l'ensemble des prestations et interventions de l'Exploitant sont fixés par le Conseil Communautaire.

Une fiche complète des tarifs est remise lors de la souscription d'un abonnement ; elle est communicable à tout moment à toute personne qui en fait la demande.

Avant toute intervention autre que la fourniture d'eau, l'Exploitant communique à l'abonné les tarifs en vigueur et établit le cas échéant un devis.

Article 24. Règles générales concernant les paiements

c) Paiement de la fourniture d'eau

La fourniture d'eau fait l'objet de facturations semestrielles. Chaque facture comprend :

- une part fixe payable d'avance sur la base d'un tarif semestriel ;
- une part proportionnelle à la consommation d'eau, payable à terme échu : elle est basée alternativement sur une estimation calculée à partir des consommations antérieures (ou, en l'absence de référence, à partir de la consommation moyenne pour un abonné de même profil), puis sur le relevé du compteur. Pour les abonnés disposant d'un compteur équipé d'un système de relève à distance, les consommations sont basées sur des relevés, sauf contrainte technique ponctuelle.

En cas de décès de l'abonné, ses héritiers ou ayants-droit restent redevables des sommes dues à l'Exploitant aussi longtemps qu'ils ne procèdent pas à la résiliation de l'abonnement selon la procédure fixée à l'Article 7. Il en va de même pour les administrateurs judiciaires ou les mandataires liquidateurs en cas de difficultés d'une entreprise abonnée.

Sur demande de l'abonné, un contrat de prélèvement automatique peut être mis en place pour répartir le paiement de la fourniture d'eau. Les modalités pratiques sont définies dans le contrat de mensualisation souscrit par l'abonné.

d) Paiement des autres prestations assurées par l'Exploitant

Pour les branchements neufs, l'Exploitant établit un devis détaillé une fois les caractéristiques du futur branchement définies dans les conditions définies à

l'Article 11.

Le commencement des travaux est conditionné à l'acceptation du devis et à son paiement d'avance.

e) Délais de paiement

Le paiement de la fourniture d'eau est dû au plus tard à la date d'exigibilité figurant sur les factures. Le paiement des autres factures est dû dans un délai de 3 semaines à compter de leur date d'émission.

En cas de non-respect des délais de paiement, l'abonné s'expose à des frais, et le cas échéant à des mesures complémentaires (saisie, poursuites). Pour les abonnés non domestiques et pour les résidences secondaires, il est procédé à une relance par courrier recommandé avant coupure. Cet envoi donne lieu à facturation selon le tarif en vigueur.

Afin d'éviter un retard dans l'acheminement des factures, il appartient à l'abonné d'informer l'Exploitant de tout changement ou modification de l'adresse de facturation.

Si un abonné bénéficiant d'un contrat de mensualisation connaît 3 incidents de paiement au cours d'une même année civile, l'Exploitant met un terme à ce mode de paiement et l'en informe ; il se voit par la suite appliquer la règle de droit commun fixée au supra. La première facture semestrielle suivante procède à la régularisation en tenant compte des sommes déjà réglées.

f) Difficultés de paiement

Si l'abonné est confronté à des difficultés de paiement, il doit en informer l'Exploitant avant la date d'exigibilité de la facture pour pouvoir éventuellement bénéficier, après examen des justificatifs produits, de délais de paiement. Si ces mesures s'avèrent insuffisantes, l'Exploitant l'oriente vers les services sociaux compétents pour lui permettre de bénéficier des dispositifs d'aide en vigueur.

g) Défaut de paiement

En cas de défaut de paiement, l'Exploitant pourra procéder à une fermeture de l'alimentation en eau dès lors que l'impayé ne concerne pas une résidence principale. Celle-ci sera précédée d'une mise en demeure par l'Exploitant.

Article 25. Règles particulières concernant les surconsommations

Si elle suspecte une surconsommation dans un

local d'habitation, notamment suite au relevé du compteur, l'Exploitant informe l'abonné et lui indique la marche à suivre conformément à la réglementation en vigueur pour solliciter un écrêttement de sa facture si la surconsommation est avérée. Dans ce cas, l'assiette de facturation corrigée correspondra au double de la consommation moyenne de l'abonné pendant une période équivalente au cours des 3 années précédentes.

En tout état de cause, une surconsommation générée par une fuite due à un appareil ménager ou un équipement sanitaire ou de chauffage ne peut donner lieu à écrêttement. Il en va de même si la fuite n'a pas fait l'objet d'une réparation par un professionnel, attestée par la présentation, dans le mois qui suit l'information par l'Exploitant, d'une facture d'une entreprise de plomberie précisant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Dans le cadre de l'instruction d'une demande de dégrèvement, l'Exploitant peut procéder au contrôle des installations intérieures du demandeur. En cas d'opposition de celui-ci, la demande ne peut être traitée et l'Exploitant procède alors à la mise en recouvrement sur la base de l'assiette initialement relevée.

En cas de surconsommation dans un autre type de local, l'abonné peut présenter un recours gracieux auprès de l'Exploitant en vue de solliciter un écrêttement.

Article 26. Règles particulières concernant les remises gracieuses

Principe :

La collectivité, par vote de ses instances délibérantes compétentes, pourra, après examen au cas par cas, accorder des remises gracieuses exceptionnelles en cas de consommations d'eau anormales causées par une fuite non visible, cela en dehors du dispositif réglementaire WARMAN.

Conditions et modalités d'application :

Ces remises gracieuses exceptionnelles pourront être accordées dans les deux cas suivants:

- CAS A) Dans les cas cumulatifs suivants :

Volume d'eau consommé excédant le triple du volume d'eau moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années (ou à défaut par un ou

plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables = *paragraphe symbolisé par (*) dans le suite du document*)

- Fuite d'eau non visible après compteurs. Les fuites sur WC, robinet et toute autre fuite visible sont exclues. Les fuites sur chauffage et cumulus sont considérées comme non visibles.

- Attestation de réparation par une entreprise de plomberie indiquant la localisation de la fuite et la date de réparation, ou constat par l'exploitant lorsque l'abonné a réparé lui-même. Dans ce dernier cas, l'exploitant pourra demander la transmission de justificatifs de réparation par l'abonné (photographies, facture nominative des pièces achetées, autre). Une attestation sur l'honneur détaillant la nature de la fuite, sa localisation, ses modalités et sa date de réparation ainsi que le lieu de rejet (réseau d'assainissement ou non) sera à produire par l'abonné.

- Transmission par l'abonné, à l'exploitant, d'une demande de dégrèvement accompagnée des justificatifs de réparation énoncés ci-dessus, dans un délai de deux mois suite à l'information de surconsommation communiquée par l'exploitant.

Seuls les locaux d'habitation sont potentiellement éligibles.

Dans ce cas, après examen par l'exploitant et vote des instances délibérantes de la collectivité, une remise gracieuse pourra être effectuée.

Celle-ci consistera :

- à plafonner la consommation d'eau potable au triple du volume d'eau moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années (*);

- à plafonner la consommation d'assainissement au niveau du volume d'eau moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années (*) si la fuite n'a pas été collectée par le réseau d'assainissement collectif, ou au triple du volume d'eau moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années (*) si la fuite a été collectée par le réseau d'assainissement collectif

- CAS B) En cas de consommation d'eau exceptionnellement élevée

On entend par consommation d'eau exceptionnellement élevée, une consommation au moins quatre fois plus élevée que la consommation moyenne de l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années (*).

S'agissant des abonnés professionnels, des collectivités locales et autres établissements publics disposant de plusieurs compteurs, cet excès de consommation sera jugé sur la base de l'ensemble des consommations comptabilisées (prise en compte de tous les compteurs).

Toutes les catégories d'abonnés et de locaux sont potentiellement concernées.

Cette consommation d'eau exceptionnelle ne pourra être due qu'à une fuite d'eau non visible après compteurs. Les fuites sur WC, robinet et toute autre fuite visible sont exclues. Les fuites sur chauffage et cumulus sont considérées comme non visibles.

L'exploitant sollicitera auprès de l'abonné tout justificatif qu'il jugera nécessaire pour lui permettre d'appréhender la situation : sur les aspects techniques ainsi que sur les aspects sociaux et économiques. Il instruira la demande en fonction des éléments fournis. En cas de refus par l'abonné de transmission d'éléments demandés par l'exploitant, aucune remise gracieuse ne pourra être acceptée. L'exploitant pourra exiger une visite des installations.

Dans ce cas, après examen au cas par cas par l'exploitant et vote des instances délibérantes de la collectivité, une remise gracieuse pourra être effectuée.

Celle-ci consistera :

- à plafonner la consommation d'eau potable au quadruple du volume d'eau moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années (*) ;
- à plafonner la consommation d'assainissement au niveau du volume d'eau moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années (*) si la fuite n'a pas été collectée par le réseau d'assainissement collectif, ou au quadruple du volume d'eau moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années

(*) si la fuite a été collectée par le réseau d'assainissement collectif

Article 27. Règles particulières concernant les immeubles et ensembles immobiliers

Dans le cadre des conventions d'individualisation des contrats de fourniture d'eau, chaque abonné est redevable d'une partie fixe. Lorsque pour des raisons techniques une unité d'habitation est desservie par plusieurs compteurs, il n'est appliqué qu'une seule part fixe.

Article 28. Dispositions financières pour la souscription et la résiliation d'abonnement

La souscription d'un abonnement donne lieu à la facturation de frais forfaitaires d'accès au service, suivant les délibérations en vigueur. Les parts fixes sont alors également facturées suivant l'application de prorata temporis.

Lors de la résiliation d'un abonnement, qu'elle soit demandée par l'abonné ou exécutée unilatéralement par l'Exploitant, il est établi une facture de clôture du compte de l'abonné, au vu de l'index du compteur relevé lors de la fermeture du branchement. L'abonné communique alors une nouvelle adresse valide.

La facturation établie sur cette base vaut résiliation de l'abonnement et comprend le montant des consommations comptabilisées depuis la facture précédente, déduction faite le cas échéant des volumes facturés sur estimation, le remboursement des frais d'abonnement selon le nombre de mois écoulés depuis la facture précédente. Le paiement de cette facture par l'abonné ne le libère pas des autres sommes éventuellement dues et non-encore acquittées.

CHAPITRE 7 : PERTURBATIONS DE LA FOURNITURE D'EAU

Article 29. Interruption de la fourniture

De façon exceptionnelle, l'alimentation en eau peut être temporairement suspendue suite à des événements exceptionnels (gel, inondations, incendie, casse, pollution, etc.) ou à l'occasion de travaux. Lorsque ces travaux sont prévisibles, l'Exploitant avertit les abonnés concernés au minimum 24 heures à l'avance par tous moyens appropriés.

Quelle que soit la cause de la suspension, l'Exploitant s'engage à mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour en limiter la durée et

réduire la gêne occasionnée aux abonnés. Il appartient aux abonnés de prendre les mesures nécessaires destinées à éviter tout dommage à leurs appareils et équipements privés dont le fonctionnement nécessite une alimentation en eau. La remise en eau par l'Exploitant pouvant intervenir sans préavis, les abonnés sont en outre invités à garder leurs robinets fermés tout le temps de la suspension.

Si la suspension de la distribution n'est pas due à un cas de force majeure et dure plus de 48 heures consécutives, l'Exploitant applique sur la première facture suivante une réduction du montant de la part fixe *prorata temporis*.

Article 30. Variations de pression

l'Exploitant s'engage à fournir une pression de distribution conforme à la réglementation en vigueur ; des variations de faible amplitude pouvant survenir à tout moment en service normal. l'Exploitant est dégagé de cet engagement en cas de circonstances exceptionnelles (utilisation des poteaux incendie, casses, pannes d'électricité, force majeure).

Il appartient à l'abonné de s'informer auprès de l'Exploitant de la hauteur piézométrique du réseau de distribution publique afin d'adapter ses équipements et installations intérieures, à ses frais, à la pression qui en résulte, notamment par la pose de réducteurs de pression.

L'Exploitant est susceptible de réaliser des travaux engendrant une augmentation à terme de la pression du réseau. L'Exploitant en avertit alors les abonnés dans les meilleurs délais afin que ceux-ci puissent, si nécessaire, s'équiper de réducteurs de pression avant la fin des travaux. Cet équipement est à la charge de l'abonné.

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 31. Opposabilité du règlement

Le présent règlement lie l'Exploitant et ses abonnés et créé entre eux des droits et obligations réciproques. Dans certains cas, notamment pour ce qui concerne les travaux et interventions sur les ouvrages (création et modification de branchements, déplacement de compteurs, etc.), l'accord du propriétaire est indispensable. S'il n'est pas lui-même l'abonné, seul interlocuteur

engagé vis-à-vis de l'Exploitant par le présent règlement et par le contrat d'abonnement, celle-ci exige son accord écrit préalablement à toute intervention.

Article 32. Non-respect du règlement

Le non-respect des dispositions du présent règlement entraîne l'application des mesures détaillées dans les précédents articles (recouvrement forcé, résiliation unilatérale de l'abonnement, mise hors service du branchement, etc.).

Sans préjudice de ces mesures, l'Exploitant se réserve le droit d'engager des poursuites s'il constate des actes susceptibles de lui causer un préjudice, tels que la dégradation des ouvrages publics (branchement, compteur, etc.), le piquage non-autorisé sur les canalisations publiques, le vol d'eau, etc.

Article 33. Communication du règlement

Le présent règlement fait l'objet d'une transmission par courrier postal ou électronique à chaque abonné du service.

Il en est remis un exemplaire lors du dépôt des demandes de branchement ou d'abonnement.

Le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement de service ou de sa mise à jour vaut accusé de réception par l'abonné.

Le présent règlement est tenu en permanence à la disposition des usagers (siège de l'Exploitant, portail internet abonné,...).

Article 34. Approbation du règlement

Le présent règlement, adopté par le Conseil Communautaire d'Alès Agglomération, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Son entrée en vigueur entraîne l'abrogation des règlements antérieurs.

Le présent règlement fait l'objet des mesures de communication mentionnées à l'Article 32.

Article 35. Modifications du règlement

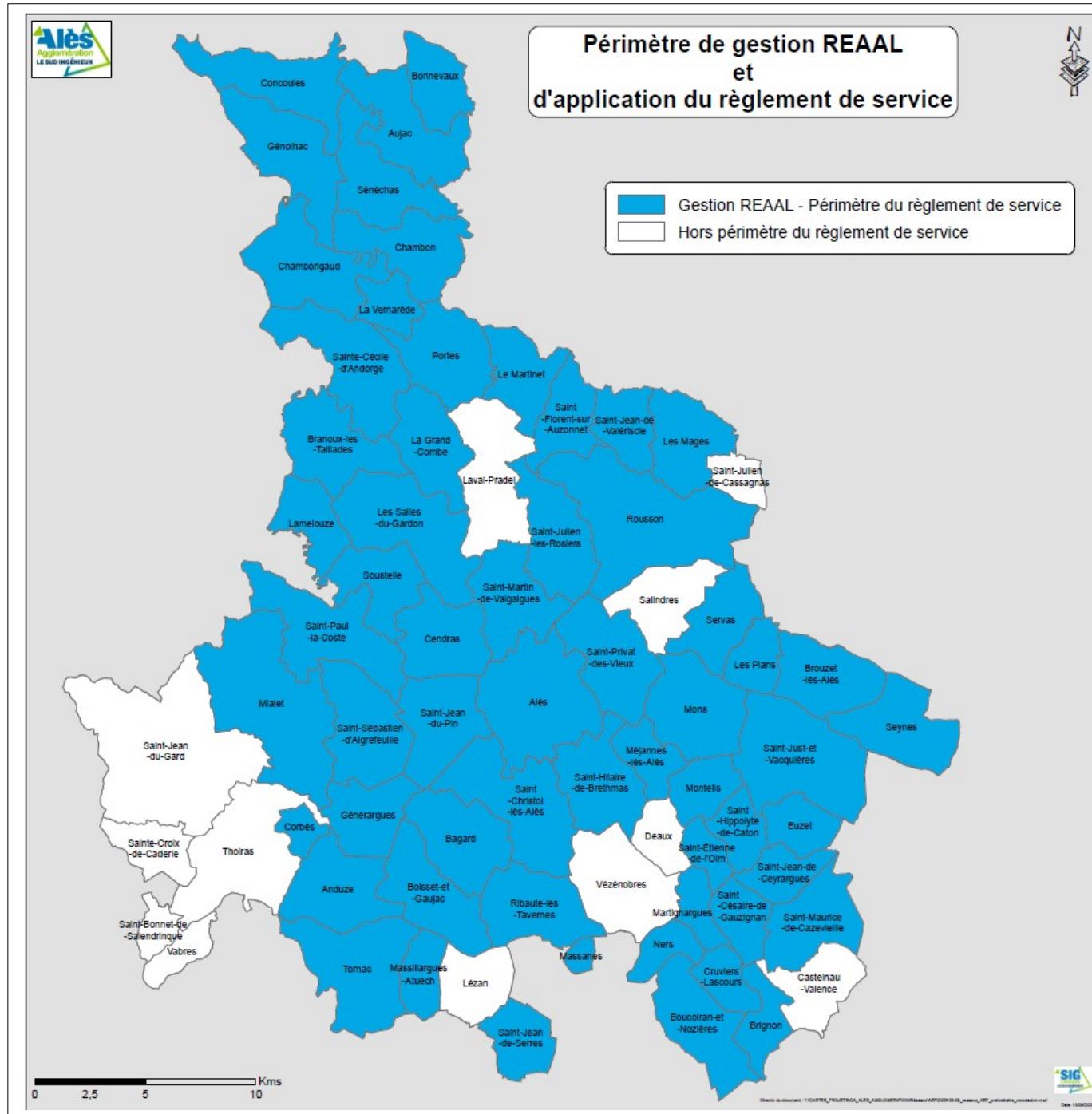
Le présent règlement de service peut être modifié à tout moment par le Conseil Communautaire d'Alès Agglomération, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Le règlement modifié fera alors l'objet d'une communication aux usagers dans les conditions prévues à l'Article 32.

Article 36. Clause d'exécution du règlement

Le Président de la Communauté Alès Agglomération, l'Exploitant et son personnel, ainsi que le Trésorier d'Alès, comptable du service, sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'application du présent règlement.

ANNEXE 1 : PERIMETRE D'APPLICATION



ANNEXE 2 : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES



***SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION
D'EAU POTABLE***

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
A OBSERVER CONCERNANT LA RÉALISATION D'UN
RÉSEAU D'EAU POTABLE POUR LES LOTISSEMENTS
ET LES OPÉRATIONS D'ENSEMBLE DE
CONSTRUCTIONS**

Le présent cahier fait appel à la notion d'exploitant. On entend par exploitant, les services de la Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne (REAAAL) ou, suivant les territoires, le concessionnaire de service public agissant pour le compte d'Alès Agglomération.

A / PRESCRIPTIONS GENERALES

Avant tout début de chantier, le lotisseur ou l'entrepreneur provoquera une réunion de chantier avec les services de l'exploitant, afin de valider les plans d'exécution et d'assurer à l'exploitant la possibilité de suivre le chantier.

L'exploitant sera destinataire des procès-verbaux de réunion de chantier, et aura le droit d'accéder à tout moment au chantier pour s'assurer des matériaux mis en œuvre et de leur condition d'emploi.

Les travaux devront être exécutés par une entreprise possédant une carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics, en cours de validité et délivrée par la FNTP, attestant de sa compétence à réaliser les travaux.

B / RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE

Les matériaux utilisés seront conformes à l'arrêté du 29 mai 1997 relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

A la demande de l'exploitant, le maître d'ouvrage devra fournir pour chacun des produits mis en œuvre au contact de l'eau l'attestation de conformité du matériau à l'utilisation en contact avec une eau destinée à la consommation humaine.

Prescription générale

Les réseaux seront implantés sous voirie (chaussée ou trottoir) permettant l'accès aux véhicules pour toutes interventions liées à l'exploitation. En aucun cas, ils ne seront placés dans le périmètre d'un bassin de rétention.

Une distance minimale équivalente à 3 x diamètre (0,50 m minimum) sera respectée avec tout autre réseau voisin. Aucun autre réseau ne sera placé à la verticale immédiate du réseau AEP.

La défense incendie sera assurée par des réseaux DN 100 mm minimum ou DN 150 mm.

Nature des canalisations

Les canalisations de réseau auront un diamètre nominal minimum de 53 mm.

Les canalisations de diamètre nominal supérieur ou égal à 100 mm seront en fonte ductile standard 2GS. Les canalisations de diamètre inférieur à 100 mm pourront être en PVC à emboîtement automatique avec joint élastomère série 16 bars minimum.

Pose des canalisations

Les canalisations seront posées en fouille sur lit de sable ou grain de riz de 0,10 m, recouvertes de 0,20 m de sable ou de grain de riz, le remblayage pleine fouille sera réalisé avec du gravier ou tout venant 0/31.5, le tout compacté par couche successives de 0,30 m. Suivant les cas, le remblaiement au dessus de la couche pourra être effectué à partir de matériaux aux caractéristiques spécifiques adaptés aux contraintes d'utilisation de la voie (grave ciment, grave émulsion, grave bitume). La fouille sera repérée avec un grillage avertisseur de couleur bleue à fil métallique inséré dans le remblai. La couverture des canalisations au-dessus de la génératrice supérieure sera au moins de 0,80 m. Les canalisations seront posées, dans la mesure du possible en ligne droite, tous les coudes seront traités avec des coudes au 1/8^{ème}, 1/16^{ème} ou 1/32^{ème} (**coudes au ¼ interdit**).

Robinetterie et accessoires

Les robinets vannes seront à opercule caoutchouc. Il seront à fermeture dans le sens (préciser horaire ou anti-horaire).

Les vannes seront placées à chaque intersection. Un té sera équipé de 3 vannes.

• Ventouses automatiques

Les ventouses seront triple fonction de type AVK ou similaire, DN 50 mm séries 16 bars, équipées d'un robinet d'arrêt et d'un coude. Elles seront posées sous regard DN 1000 avec un tampon fonte marqué « Eau Potable ». Les ventouses placées en bout d'antenne seront succédées d'une vanne en ligne du diamètre de la canalisation servant de purge.

• Vidanges

Les vidanges seront dimensionnées comme suit :

- Canalisations inférieures ou égales à 150 mm : vidange de diamètre 60 mm
- Canalisations de 150 à 250 : vidange de diamètre 100 mm
- Canalisations de 300 à 400 : vidange de diamètre 150 mm

Les vidanges seront positionnées dans un regard DN 1000 minimum avec un tampon fonte marqué « Eau Potable ».

Pose des accessoires

• Sectionnement et robinets vannes (RV)

A chaque dérivation de canalisation, le réseau comportera 3 robinets vannes directement sur le té (à tubulure bride), sous bouche à clé hexagonale toute fonte pour les RV de diamètre inférieur à 100 mm et sous regard pour les RV de diamètre supérieur ou égal à 100 mm. Ces regards (DN 1000) seront munis d'un tampon fonte avec cadre rond articulé et **marquage distinctif obligatoire « Eau Potable »**.

• Vidanges et ventouses

Les vidanges seront implantées aux points bas et l'exutoire raccordé dans la mesure du possible sur le réseau pluvial. Les ventouses seront implantées aux points hauts.

• Appareils publics

Les poteaux incendie - PI - seront commandés par un robinet vanne diamètre 100 mm (ou 150 mm) posé sous bouche à clé à tête hexagonale.

- **Bouche à clé**

Les bouches à clé seront à tête mobile réhaussable, série lourde et respecteront les codes précisés ci-dessus (ronde ou hexagonale). Elles surmonteront un tabernacle avec tube allonge.

C / BRANCHEMENTS PARTICULIERS

Règle générale

Les branchements auront une longueur maximale de 15 mètres. Ils raccorderont en ligne droite le réseau le plus proche du terrain à desservir. Ils seront perpendiculaires à la canalisation.

Il sera prévu un branchement indépendant par construction à desservir. L'opérateur veillera à ce que chaque lot ait un raccordement/branchement distinct pour chaque future habitation. Autant que possible, chaque branchement sera établi sous domaine public et sans traverser d'autres terrains que celui à desservir. A défaut, les documents de vente des lots préciseront les servitudes d'établissement et d'entretien des branchements, tant pour la partie publique que privée.

Un abri compteur de type mural sera placé en limite du domaine public. Cet abri devra être positionné de façon à assurer un accès facile depuis l'extérieur pour tout entretien et relève.

Matériaux

Les branchements seront réalisés en canalisation PVC pression joints collés série 16 bars minimum.

Le collage sera précédé d'un décapage effectué selon la règle de l'art. Les changements de direction seront obligatoirement effectués au moyen des pièces adaptées et en aucun cas par chauffage et/ou mise en contrainte de la canalisation.

Les coudes sur les branchements devront être de type raccord ISIFLO (le collage des coudes est interdit).

Raccordement sur canalisation principale

Le raccordement sera effectué au moyen d'un collier de prise en charge fonte. Les branchements seront individuellement commandés par un robinet de prise en charge entièrement en bronze. Ces robinets de prise seront posés sous bouche à clé réhaussable, toute fonte, tête ronde, série lourde avec tabernacle et tube allonge.

Abri compteur

Les compteurs seront posés dans des regards type niche murale agréés par l'exploitant (type ISOLAZUR 1+ MONOBLOC de chez MPB ou équivalent). Les niches murales seront mises en place en limite du futur domaine public. En particulier, ils devront assurer un accès facile et une isolation thermique suffisante.

Le cas échéant et après accord de l'exploitant, il sera mis en place des abris compteurs enterrés avec dalle de couverture en fonte.

Sauf avis contraire de l'exploitant, les robinets d'arrêt seront de type coudé avec une sortie écrou libre femelle 20/27. L'arrivée des tuyaux de branchement dans les abris compteurs permettra la pose facile des compteurs :

- Pour un abri mural avec une arrivée à la verticale : à 5cm du bord de la paroi et centré en profondeur.
- Pour un abri enterré avec une arrivée à l'horizontale : centré avec une profondeur de la conduite dans l'abri de 50 cm environ.

D / VALIDATION ET RETROCESSION DES RESEAUX

Afin que la collectivité puisse réceptionner les travaux effectués, les points suivants devront être impérativement respectés. A défaut, la desserte en eau de la zone aménagée ne pourra pas être effectuée.

Essais de pression

Les essais de pression seront organisés à l'initiative du lotisseur ou de l'entrepreneur, à ses frais, en présence obligatoirement de l'exploitant. Ils seront effectués à 1,5 fois la pression de service, avec un minimum de 12 bars, pendant une durée minimale de 30 minutes, toute antenne et tout branchement ouvert.

Désinfection des canalisations

Le Maître d'ouvrage organisera à ses frais la désinfection des réseaux après les essais de pression conformes. Il tiendra à disposition de l'exploitant un compte-rendu de désinfection précisant le désinfectant utilisé, le dosage utilisé, les longueurs et les diamètres de canalisations traités, le temps de contact, le temps de rinçage.

A l'issue du rinçage, le Maître d'ouvrage fera procéder, à ses frais, en présence de l'exploitant à un prélèvement par antenne de réseau par un laboratoire agréé pour les analyses d'eau destinées à la consommation humaine. Seul le rapport d'analyse qui sera adressé à l'exploitant attestera de la conformité de la désinfection et du rinçage effectués.

Les réseaux seront alors conformes pour la mise en service dans les 15 jours suivants la date de prise de l'échantillon analysé.

Plans de récolelement

Ils seront réalisés selon les exigences d'Alès Agglomération (fournies à la demande du pétitionnaire) et par un homme de l'art en application de l'article R 554-34 du Code de l'Environnement (Décret 2011-1241), soit par prestataire certifié soit par un géomètre expert.

Les plans comprennent un fond de plan PCRS et un récolelement des réseaux posés.

Plan topographique PCRS

Le plan topographique sera produit au format PCRS (Plan de Corps de Rue Simplifié), spécifiquement à la Charte graphique Alès Agglomération et la structure du fichier sera compatible avec les modalités de réimport (contrôles automatique) utilisés par Alès Agglomération.

L'objectif est d'incorporer chaque plan de récolelement établi à l'issue des opérations d'aménagement dans la base de données PCRS d'Alès Agglomération, afin d'accroître l'étendue couverte par le PCRS.

Les documents qui régissent le PCRS et qu'il faut respecter sont :

- Le cahier des Prescriptions Générales des relevés topographiques et récolement de l'Espace Public fourni à la demande ;
 - Le tableau détaillé des objets fourni à la demande ;
 - Le tableau de correspondance des calques fourni à la demande ;
 - Le mode d'emploi « Arcopole PRO PCRS – L'outil de Gestion du PCRS de la Ville d'Alès et Alès Agglomération », fourni à la demande ;
 - Le fichier Autocad d'un casier du PCRS exporté en Autocad, pour exemple fourni à la demande ;
 - Les fichiers Autocad de gabarit (seed.dwg) des différents blocs, et des symboles AEP, fournis à la demande ;
- La description des objets dans les annexes citées ci-dessus et l'existence d'une bibliothèque de symboles exhaustive conduit à interdire les géométries d'objets suivantes :
- Arc de cercle,
 - Multiligne,
 - Polygone fermé sauf cas particuliers pour les calques « PCRS_AFFLEURANT_... »

Les plans topographiques comprennent au minimum les éléments suivants et répondent aux prescriptions suivantes :

• **En planimétrie**

- Sous domaine public
 - ✓ Les limites de possession en alignement des voies ou rues
 - ✓ Les emprises de la chaussée (voies, bordures, accotements, marquages, signalisation verticale...)
 - ✓ Les éléments apparents des réseaux posés (téléphone, électricité, éclairage public, gaz, eau potable, défense incendie, assainissement...)
 - ✓ Les obstacles situés sur l'emprise de la voirie (signalisation, escaliers, murs, îlots...)
- En limite de domaine privé
 - ✓ Les façades des habitations côté rue avec leurs entrées
 - ✓ Les seuils des accès principaux facilement repérables (portes d'accès, garage, portail...)
 - ✓ Les obstacles principaux entre rue et habitation (clôtures, haies...)
 - ✓ Les coffrets de livraison à l'usager des divers réseaux posés
 - ✓ Les descentes d'eaux usées ou d'eaux pluviales apparentes sur la façade.

• **En altimétrie**

- Les points nécessaires pour représenter la chaussée (au minimum un profil tous les 20 mètres environ conformément aux annexes, un à chaque changement de pente ainsi qu'à toutes les intersections)
 - ✓ Pied de façade
 - ✓ Seuil
 - ✓ trottoir (point bas caniveau, point haut bordure)
 - ✓ Axe de chaussée
 - ✓ Bas-côté
 - ✓ Fossé
 - ✓ Talus (pied, crête)
- Les points nécessaires pour représenter les espaces naturels
 - ✓ Sommets
 - ✓ Points bas
 - ✓ Thalwegs,
 - ✓ Talus (pied, crête)

• **Polygonation**

Le prestataire implantera une polygonale permettant de réaliser l'ensemble des prestations.

Elle permettra une bonne fiabilité des contrôles et des récolements des ouvrages.

Le prestataire rattachera la polygonation au système LAMBERT 93 Conique Conforme zone 3 (CC44) en planimétrie et au Nivellement Général de la France (NGF69) en altimétrie.

La polygonation sera réalisée selon les prescriptions en vigueur et selon les classes de précisions du cadre réglementaire.

Ces points figurent obligatoirement dans les objets représentés sur le plan et font foi en tant que référence pour le contrôle de géoréférencement du plan.

Le prestataire évitera l'implantation des points de polygonale sur des lieux voués à être modifiés. Le prestataire prendra par ailleurs toutes dispositions utiles pour le repérage et la protection efficace des sommets de polygonation implantés.

• **Précision**

En cas d'utilisation de système de positionnement par satellite, le prestataire devra évaluer préalablement à son intervention les difficultés liées à la zone à relever et prendre les mesures indispensables à garantir la précision nécessaire. En particulier, il fixera la date de sa campagne topographique en fonction de l'activité ionosphérique et notamment des anomalies d'activité attendues.

La précision requise est d'ordre centimétrique (le géostandard d'échange PCRS – du CNIG – version 2.0 – 21 septembre 2017 - définit la précision centimétrique « Il s'agit d'une précision de levée comprise entre 1 et 10 cm, de façon, au final, à être conforme aux exigences de la classe A du décret qui fixe l'incertitude maximale de localisation du réseau est ≤ à 40 cm s'il est rigide et ≤ à 50 cm s'il est flexible »).

• **Détails**

Le plan topographique comprend les éléments suivants :

- Les noms des voies, des hameaux, des cours d'eau.
- Les bornes de délimitation de parcelles, les autres bornes et repères topographiques.
- Les supports des réseaux aériens existants.

Conditions générales d'exécution

Le prestataire doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 septembre 2003, portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques réalisés par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics ou exécutés pour leur compte.

Le Relevé topographique doit répondre aux exigences du décret 2000-1276 modifié par le décret 2006-272 (voir article II).

• **Rendu**

Le lotisseur, ou l'entrepreneur, remettra 2 exemplaires papier et 1 exemplaire informatique des plans de récolelement à la collectivité et à l'exploitant.

Le titulaire réalisera obligatoirement ses travaux et rendus sous un format informatique totalement compatible aux formats DWG et DXF.

Ils seront exécutés pour être restitués à l'échelle 1/200.

L'emprise de l'aménagement sera représentée avec le nombre de planches nécessaires, chaque planche ne pouvant dépasser les dimensions de 105 x 90 cm.

Un plan d'ensemble représentant le découpage en planches et le repérage de la planche concernée figurera sur chaque cartouche.

Ils devront, en conformité avec la réglementation, faire apparaître les informations suivantes.

- Le nom de l'entreprise ayant fourni le relevé final géoréférencé.
- Le nom du prestataire certifié qui est intervenu pour le géoréférencement.
- La date du levé.
- La marque et le numéro de série de l'appareil de mesure.
- L'incertitude maximale de la mesure (dans les 3 directions).

Plan de récolelement des réseaux

Les plans géoréférencés des réseaux, équipements et ouvrages, établis en classe de précision A comportent notamment :

- Les caractéristiques des canalisations, équipements, ouvrages, branchements, raccordements, et produits mis en oeuvre (diamètre, matériau, classe de pression, classe de précision de la localisation) ;
- Les équipements sous regards ou bouche à clé, abris compteurs dûment numérotés avec indication des cotes de la génératrice supérieure et du tampon prises en leur centre
- Le détail des raccordements réalisés ;

Les plans de récolelement seront pleinement conformes aux prescriptions réglementaires permettant la localisation précise des réseaux notamment dans le cadre des réponses aux DT et DICT.

Les documents qui régissent le PCRS et qu'il faut respecter sont :

- La procédure de récolelement fourni à la demande ;
- Les fichier Autocad de gabarit des différents symboles AEP, fourni à la demande ;

Autre

Le jour de la réception définitive, le lotisseur, ou l'entrepreneur, ouvrira au préalable tous les regards de visite et abris compteurs pour un contrôle visuel de l'état des équipements du réseau. Toutes les bouches à clés seront contrôlées, les robinets de prise en charge seront manœuvrés. Les branchements seront contrôlés dans les abris compteurs (au sol et muraux).

Ce contrôle ne sera effectué qu'après réalisation des revêtements de voirie.

E – CAS PARTICULIER (Surpresseur, réservoir, franchissement d'ouvrage,...)

La solution technique sera soumise au préalable à l'exploitant pour approbation avant tout démarrage du chantier.